

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 06 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PICHARD BALME

17 rue des Petites Granges
CS 44016
49412 Saumur Cedex

Références : 2024-201_PICHARD BALME_INSP_RAP
Code AIOT : 0006308233

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement PICHARD BALME implanté 17 rue des Petites Granges à Saumur. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PICHARD BALME
- 17 rue des Petites Granges CS 44016 49400 Saumur
- Code AIOT : 0006308233
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PICHARD BALME exploite à Saumur (Saint-Lambert-des-Levéés) un établissement de fabrication de médailles, insignes, décorations, bijoux, nécessitant notamment des opérations de traitement de surfaces. Les installations sont exploitées sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.2.3-alinéa 3 et 8.4-alinéa 4	Demande d'action corrective	30 jours
2	Moyens internes de lutte contre l'incendie-extincteurs	Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.4-alinéas 1, 5 et 9	Demande d'action corrective	30 jours
3	Moyens internes de lutte contre l'incendie-réserve de sable	Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.4-alinéas 1 et 6	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Moyens externes de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.4-alinéas 1 et 7 à 10	Demande d'action corrective	30 jours
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.5.3 + AMPG du 09/04/2019 article 17	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Modifications des installations	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R. 181-46 I et II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.5.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le site dispose de moyens en eau d'extinction en adéquation avec les besoins. Un nouveau dimensionnement des besoins en eau, tenant compte de l'évolution des recoupements REI120, est par ailleurs à réaliser. Les moyens en eau complémentaires nécessaires pour répondre aux besoins, ainsi qu'un calendrier de mise en place de ces moyens sont à proposer en conséquence.

Les modifications intervenues sur les installations doivent être portées à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires sur les impacts et les risques, **dans un dossier consolidé** par rapport aux éléments déjà transmis en décembre 2018 (éléments qui apparaissent insuffisants et qui ne sont en partie plus à jour compte tenu des nouvelles modifications intervenues depuis).

Des actions correctives sont par ailleurs attendues sur la mise à jour des plans (plan d'intervention et plan de localisation des moyens internes de lutte contre l'incendie), sur la conformité des installations électriques et la complétude de la vérification réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.2.3-alinéa 3 et 8.4-alinéa 4
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Prescription contrôlée : « Au niveau de chaque issue, des plans d'évacuation/intervention sont affichés. Ils sont facilement détachables. Les zones à risques particuliers doivent y figurer de façon lisible. » « L'installation est dotée [...] de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ; »
Constats : L'exploitant a fourni un plan d'intervention daté de 2017. Y sont identifiés le local TGBT, le stockage de gaz propane, le « local finition » et la cabine de peinture, mais pas les autres zones à risques particuliers, telles que le local où sont stockés les produits chimiques, ni l'atelier de traitement de surfaces. D'une manière générale, à l'exception des locaux mentionnés ci-dessus, la nature des locaux et les dangers ne sont pas identifiés. Ce plan d'intervention est affiché au niveau des issues, mais ne répond pas dans son contenu à la prescription. Un autre plan, daté du 22/03/2023, a été présenté lors de la visite. Ce plan présente bien les différentes zones à risque.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan affiché au niveau de chaque issue doit être complété, ou remplacé, pour que toutes les zones à risques y figurent de façon lisible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Moyens internes de lutte contre l'incendie-extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.4-alinéas 1, 5 et 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. »
Constats : Des extincteurs sont répartis dans l'ensemble des locaux. Le plan d'intervention de 2017 les localise. Ce plan nécessite toutefois une mise à jour , prochainement prévue avec le prestataire Chronofeu en charge de la vérification. Une liste de tous les extincteurs a été récemment créée à cet effet, avec la localisation de chaque appareil (liste présentée lors de la visite). La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 20/04/2023. Le bon d'exécution fait état du remplacement de 8 extincteurs, et de changements de pièces. Le document ne détaille pas le nombre/type d'extincteurs contrôlés (vérification complète ?). L'exploitant a néanmoins fourni en complément le rapport Q4, établi suite à la visite de contrôle d'avril 2023, qui conclut à la conformité des extincteurs (conformes au référentiel APSAD R4). Sur site, par sondage, il a été constaté que les extincteurs sont signalés et leur accès est maintenu libre en permanence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le plan sur lequel sont reportés les moyens internes de lutte contre l'incendie doit être mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Moyens internes de lutte contre l'incendie-réserve de sable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.4-alinéas 1 et 6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'une réserve de sable meuble et sec de 100 litres minimum et d'une pelle, afin d'assurer la défense interne contre l'incendie de l'atelier de trempe-recuit-revenu ; »
Constats : Le site ne dispose pas de réserve de sable meuble, qui était prescrite pour l'atelier de trempe-recuit-revenu (il s'agit d'une prescription formulée par le SDIS dans son avis du 27/10/2015 émis dans le cadre de la procédure d'autorisation, et reprise dans l'arrêté d'autorisation). Toutefois, l'exploitant précise que le sable ne semble pas adapté aux équipements dont il dispose, à savoir des fours de recuit à bande, fonctionnant en atmosphère contrôlée de gaz (hydrogène/azote) avec refroidissement à eau (aucun équipement à huile, de type trempe à huile, ne serait utilisé). Un dossier de porter à connaissance de modifications transmis en décembre 2018 mentionnait encore 3 fours de recuit électrique (marques ETR et ELTI) équipés de cuves de trempe à l'huile. L'exploitant indique qu'une partie de trempe-recuit réalisée par le passé n'est plus faite sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de détailler les équipements de trempe-recuit-revenu encore présents sur le site et leur mode de fonctionnement (cf. également point de contrôle n°7 sur la modification des installations). En cas d'absence d'équipement à huile, la prescription relative à une réserve de sable meuble deviendra sans objet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Moyens externes de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.4-alinéas 1 et 7 à 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés au plus à 200 mètres d'une entrée du bâtiment (distance mesurée depuis le point d'eau jusqu'à une entrée du bâtiment par les voies carrossables aux dévidoirs), permettant de délivrer en fonctionnement simultané un débit minimal de 270 mètres cubes par heure, pendant une « durée d'au moins deux heures, et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau avant la mise en service des installations, par une mesure réelle, ou à défaut par une simulation informatique.
Dans le cas où les poteaux incendie situés à moins de 200 m d'une entrée du bâtiment ne permettent pas de délivrer le débit attendu, une réserve d'eau est mise en place sur le site pour compléter la défense incendie. Son volume est déterminé de telle sorte que le cumul des moyens (poteaux incendie situés à moins de 200 m d'une entrée du bâtiment et réserve incendie)

permette de disposer d'un volume minimum de 540 mètres cube pour deux heures d'intervention.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en tout lieu du site. »

Constats :

L'exploitant a fourni les caractéristiques du poteau public n°279, situé rue des Petites Granges (à proximité immédiate du portail d'entrée et à moins de 100 m d'une entrée du bâtiment), dont le dernier contrôle réalisé le 27/04/2023 indique que le débit sous 1 bar est de 93 m³/h, soit 186 m³ pour 2 heures. **Ce seul poteau incendie ne permet pas de disposer des 270 m³/h requis.**

L'exploitant ne dispose pas d'information sur le débit des autres poteaux présents dans la zone (le cas échéant, les débits sont à fournir en fonctionnement simultané).

Pour rappel, dans le dossier de demande d'autorisation, l'exploitant prévoyait l'utilisation des moyens suivants : trois bornes incendie, situées à 90, 130 et 270 m du centre du bâtiment, capables de délivrer respectivement 190, 210 et 214 m³/h, selon le dossier fourni. En l'absence d'information sur les débits en fonctionnement simultané, l'exploitant avait émis l'hypothèse d'un affaiblissement de débit de 25 % en ouverture simultanée. Les deux poteaux incendie les plus proches, situés à moins de 200 m d'une entrée, permettaient d'apporter 300 m³/h, répondant ainsi au minimum attendu de 270 m³/h (calculé selon le guide D9).

Il a toutefois été prescrit à l'exploitant l'obligation de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau avant la mise en service des installations, et à défaut de mettre en place des moyens complémentaires. **Ces justifications n'ont pas été transmises à ce jour.**

Il est à noter que le poteau n°279, annoncé avec un débit de 190 m³/h dans le dossier d'autorisation dispose finalement d'un débit de 93 m³/h selon la dernière mesure.

En outre, la surface prise en compte initialement dans le calcul D9 était de 4 139 m², en tenant compte de recoupement par des murs REI120 des différents ateliers. Or, suite à la dernière visite de 2017 au cours de laquelle l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier du caractère REI 120 des murs isolant notamment les locaux d'outillage/estampage, l'exploitant a déposé un dossier à connaissance en décembre 2018 pour demander la modification des dispositions constructives, en raison de l'absence de murs REI120.

La plus grande surface non recoupée serait donc in fine l'intégralité du bâtiment soit environ 6 200 m². Les besoins en eau sont par conséquent plus importants que ceux calculés initialement.

Ils doivent être revus (le dossier à connaissance transmis en décembre 2018 ne fournit pas de nouveau calcul D9).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera à un nouveau calcul des besoins en eau d'extinction du site selon le guide D9 (les hypothèses retenues dans le calcul seront justifiées).

Il justifiera des moyens actuellement disponibles (fourniture des débits en fonctionnement simultané des poteaux incendie utilisables, à savoir ceux implantés au maximum à 200 mètres d'une entrée du bâtiment - distance mesurée depuis le point d'eau jusqu'à une entrée du bâtiment par les voies carrossables aux dévidoirs).

Il proposera les moyens en eau complémentaires nécessaires pour répondre au besoin, ainsi qu'un calendrier de mise en place de ces moyens.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : « Les locaux suivants, présentant un risque incendie, sont équipés de dispositifs de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant : ateliers de traitement de surface, estampage et outillage, local informatique, atelier d'application des vernis/résines, atelier accueillant les fours de recuit, atelier assemblage et local de stockage des emballages. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise selon une fréquence a minima annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Le site dispose bien d'une détection incendie dans l'ensemble des locaux listés à l'article 8.5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/05/2016 (plan de récolement des dispositifs de détection daté du 01/07/2016 et listing des détecteurs présentés par l'exploitant). Le local de stockage des emballages ayant été récemment déménagé, l'installation de la détection dans le nouveau local est en cours. La liste des détecteurs et le plan seront mis à jour en conséquence. La détection incendie fait l'objet d'un report d'alarme vers un prestataire externe, avec surveillance en temps réel. Une vérification annuelle des systèmes de détection est réalisée par un prestataire externe. La dernière vérification a été réalisée le 15/12/2023 (fiche d'intervention fournie). Elle relève uniquement que certains détecteurs sont à remettre en fonctionnement, en lien avec les travaux en cours sur le déménagement du local de stockage des emballages.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2016, article 8.5.3 + AMPG du 09/04/2019 article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Risques électriques
Prescription contrôlée : AP du 17/05/2016 – article 8.5.3 : « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail. Les équipements métalliques et toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosibles, les installations électriques sont réduites aux stricts besoins nécessaires. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. » AMPG du 09/04/2019 (rubrique 2565 – E) – article 17 alinéas 2 et 3 « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. »

Constats :

La dernière vérification des installations électriques a été réalisée les 22 et 23/03/2023. Le certificat Q18, établi suite à cette vérification, conclut que les installations ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.

Le rapport du contrôle relève 9 observations, toutes déjà signalées lors de précédentes vérifications (dont certaines datant de 2017 à la mise en service). **Toutes les observations portent sur la mise à jour des schémas électriques des installations ou la bonne identification des installations** (départs électriques ou disjoncteurs). L'exploitant indique que les informations nécessaires à l'établissement des schémas électriques doivent être recherchées. Un objectif à fin d'année est fixé pour répondre aux observations du rapport de vérification.

Si le certificat Q18 indique qu'une vérification complète des installations électriques a été réalisée, en revanche le rapport de vérification mentionne que **la mise hors tension des installations en haute tension n'a pas été réalisée**. De ce fait, la vérification de l'état interne de l'appareillage des matériels HT et des dispositifs de verrouillage associés n'a pas été réalisée. **La mise hors tension sur les installations basse tension n'a été réalisée que sur une partie des installations en basse tension**. De ce fait, les dispositifs différentiels résiduels ont été testés partiellement. L'exploitant indique qu'une coupure totale pourrait être mise en œuvre en août.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'une part de mettre en œuvre les actions correctives permettant de lever les observations du dernier rapport de vérification des installations électriques, et d'autre part, de faire procéder à une vérification complète de ses installations électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R. 181-46 I et II

Thème(s) : Situation administrative, Modifications

Prescription contrôlée :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »

Constats :

Lors de la visite du 02/11/2017, il avait été constaté que le volume de la cuve de stockage des bains usés cyanurés était supérieur au volume maximal de 2000 l prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, et pris en compte dans le classement au titre de la rubrique 4110 et le classement Seveso (le volume de la cuve serait plutôt de 3200 l). Avec le volume présent, ajouté aux autres substances et mélanges (bains de traitement, produits chimiques, également visés par la rubrique 4110) la quantité de substances et mélanges relevant de la rubrique 4110 était susceptible de dépasser le seuil Seveso bas de 5 t. Une confirmation du statut Seveso était demandé.

L'exploitant a transmis en décembre 2018 un porter à connaissance présentant une description actualisée des installations présentes, notamment le détail des bains de traitement de surfaces, bains usés, produits chimiques, et leur classement. Selon ce dossier, la cuve de stockage des bains usés cyanurés servirait finalement au stockage des rinçages morts cyanurés, moins concentrés, qui ne seraient pas visés par la mention de danger H330 tox 1, et donc pas visés par la rubrique 4110. In fine, le dossier concluait que les installations ne sont pas classées Seveso bas, ni par dépassement direct, ni par cumul.

Lors de la nouvelle visite de mars 2024, l'exploitant a indiqué que la cuve de stockage des effluents cyanurés sert finalement à la fois au stockage des rinçages morts cyanurés et des bains usés cyanurés (bains usés en moindre proportion). En configuration majorante, ces effluents ne seraient toutefois pas visés par la mention de danger H330 tox 1 selon l'exploitant. Le classement reste à justifier, ainsi que le volume réel maximum de la cuve, qui pose encore question (aucune indication sur la cuve elle-même).

L'exploitant a par ailleurs indiqué avoir procédé à une vérification de la toxicité des différents bains, notamment les bains cyanurés (par calcul et par titrage des bains). Les classements établis jusqu'à maintenant (y compris dans le porter à connaissance de décembre 2018) seraient majorants selon l'exploitant.

En outre, **l'exploitant a mentionné une évolution de certaines installations**, notamment suppression de certaines installations de trempe-recuit, modification des installations de travail mécanique des métaux, modification des stockages de matières combustibles (stockage des emballages notamment).

Un nouveau porter à connaissance des modifications est donc nécessaire.

Enfin, le porter à connaissance transmis en décembre 2018 visait à réviser l'étude de dangers, en raison de l'absence de murs REI120 prévus initialement. L'étude apparaît néanmoins insuffisante : l'impossibilité technique de mettre en place des murs REI120 n'est pas démontrée, les conséquences de l'absence de murs REI120 ne sont pas étudiées (besoins en eau à revoir, absence d'étude des flux thermiques de l'incendie de l'atelier de traitement de surfaces notamment).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant établira et transmettra au préfet un dossier de porter à connaissance des modifications intervenues sur le site depuis la mise en service des installations en 2017.

Ce dossier devra présenter une situation à jour, en précisant explicitement les installations qui ont été mises à l'arrêt/retirées, les nouvelles installations en place, et le classement à jour (avec détail avant/après modifications).

Une présentation complète des installations de traitement de surfaces, avec justification des mentions de danger retenues pour les bains de traitement et les effluents usés, est attendue.

Une étude des impacts et risques liés aux modifications doit être présentée, en particulier s'agissant des modifications des dispositions constructives si elles sont confirmées (murs REI120 prévus initialement et prescrits, a priori non présents). L'étude de dangers fournie dans le dossier de décembre 2018 doit être complétée sur ce point (notamment besoins en eau, effets thermiques d'un incendie de l'atelier de traitement de surfaces).

Un dossier consolidé est attendu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois